

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 20 SEPTEMBRE 2011

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., SENECAUT M., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I., MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

GILLARD Stéphane, Secrétaire Communal ff.

La Présidente excuse Monsieur BREUSE E.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 05 JUILLET 2011 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions, le procès-verbal de la séance du 05 juillet 2011 – partie publique.

2. ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON DU 1^{ER} JUILLET 2011 – CONSTATATION DE DECHEANCE D'UN CONSEILLER COMMUNAL – INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ainsi que ses articles L4142-1, L5211-1, L5211-2, L5421-1, L5421-2 et L5431-1;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2011, notifié au Collège communal par un courrier du 8 juillet 2011, constatant qu'au terme de la procédure de contrôle prévue par le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, Monsieur Gregory Leuridan, Conseiller communal, était en défaut d'avoir déposé sa déclaration 2009 de mandats et de rémunération ;

Attendu qu'en application des dispositions du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, le Gouvernement wallon a constaté la déchéance du mandat originaire

de conseiller communal de Monsieur Leuridant ainsi que de l'ensemble de ses mandats dérivés ;

Considérant en outre que, en application de l'article L4142-1 du Code précité, Monsieur Leuridant est inéligible aux fonctions de conseiller communal, provincial ou de membre d'un conseil de secteur pour une durée de 6 ans à dater du 1^{er} juillet 2011 ;

Considérant que conformément à l'article L5431-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, Monsieur Leuridant a disposé d'un droit de recours contre la décision du Gouvernement wallon ;

Considérant toutefois que l'intéressé n'a pas exercé son droit de recours ;

Attendu que le Collège communal est désormais invité par le Gouvernement wallon à prendre les mesures adéquates afin qu'il soit procédé au remplacement de l'intéressé dans l'exercice de ses mandats originaire et dérivés ;

Le Conseil communal :

Article 1er. - Prend acte de la décision du Gouvernement wallon, ayant fait l'objet de l'Arrêté du 1^{er} juillet 2011 et notifiée au Collège communal en date du 8 juillet 2011. Monsieur Gregory Leuridant est déchu de son mandat originaire de conseiller communal ainsi que de l'ensemble de ses mandats dérivés. Monsieur Leuridant est également inéligible aux fonctions de conseiller communal, provincial ou de membre d'un conseil de secteur pour une durée de 6 ans à dater du 1^{er} juillet 2011.

Article 2. - Décide de procéder, à l'occasion de l'une des prochaines séances du Conseil communal, au remplacement de l'intéressé dans l'exercice de ses mandats originaire et dérivés.

Article 3. - Décide de transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville et du Tourisme, ainsi qu'une copie aux organismes au sein desquels Monsieur Leuridant exerçait un mandat dérivé et à Monsieur le Receveur communal intérimaire.

3. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 02 SEPTEMBRE 2011 – INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête la situation de caisse en date du 02 septembre 2011 au montant de 1.376.068,49€.

4. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE NOTRE-DAME DU PERPETUEL SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2010 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2010 se clôture au montant de 30.306,02 € en recettes et 14.387,14 € en dépenses soit un excédent de 15.918,88 €. L'intervention communale est de 6.598,86 € à l'ordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 1 abstention sur le compte de l'exercice 2010 de la fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean.

5. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN A HERCHIES – COMPTE 2010 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2010 se clôture au montant de 61.305,63 € en recettes et 49.264,65 € en dépenses soit un excédent de 12.040,98 €. L'intervention communale est de 21.917,91 € à l'ordinaire et de 25.864,95 € à l'extraordinaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 18 voix pour et 1 abstention sur le compte de l'exercice 2010 de la fabrique d'Eglise Saint-Martin à Herchies.

6. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-PIERRE DE MASNUY-SAINT-PIERRE – SERVICE ORDINAIRE – A VIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	12.401,00
	Recettes en plus :	890,00
D'après le budget initial :	Dépenses :	12.401,00
	Dépenses en plus :	890,00
Nouveau Résultat :	Recettes :	13.291,00
	Dépenses :	13.291,00

Le supplément communal s'élève à 890,00 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

7. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE D'EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE – SERVICE EXTRAORDINAIRE - AVIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame de Vacresse dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	29.911,70
	Recettes en plus :	15.140,73
D'après le budget initial :	Dépenses :	29.911,70
	Dépenses en plus :	15.140,73
Nouveau Résultat :	Recettes :	45.052,43
	Dépenses :	45.052,43

Le supplément communal extraordinaire s'élève à 15.140,73 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 18 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Notre –Dame de Vacresse à Herchies.

8. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L'EXERCICE 2011 DE LA FABRIQUE D'EGLISE SAINT-BARTHELEMY D'ERBAUT – SERVICE ORDINAIRE - AVIS

La modification budgétaire n°1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy se présente comme suit :

D'après le budget initial :	Recettes :	13.375,90
	Recettes en plus :	1.415,00
D'après le budget initial :	Dépenses :	13.375,90
	Dépenses en plus :	1.415,00
Nouveau Résultat :	Recettes :	14.790,90
	Dépenses :	14.790,90

Le supplément communal s'élève à 1.415,00 euros.

Monsieur l'Echevin des Finances ne prend pas part au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n°1 au budget 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint-Barthélemy à Erbaut.

9. FINANCES – DESAFFECTATION DU PRET 1513 ET REAFFECTATION DU SOLDE D'EMPRUNT POUR LE FINANCEMENT DU TRAITEMENT DE L'AMIANTE DANS LES BATIMENTS COMMUNAUX –APPROBATION

Mademoiselle Morcrette demande si tous les bâtiments communaux sont ici concernés. La Présidente lui répond par l'affirmative.

Mademoiselle Morcrette demande également si des analyses ont été prévues ou réalisées dans les salles des fêtes de Masnuy-Saint-Jean (Foyer culturel) et de Vacresse. La Présidente lui répond que le nécessaire a bien été fait dans ces salles.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu qu'il reste un solde inutilisé de 7.857,14€ de l'emprunt n°1513 et que la commune, ci-après dénommé l'emprunteur, souhaite affecter ce montant au financement de la dépense suivante : le traitement de l'amiante dans les bâtiments communaux.

Vu l'article 27 du Règlement Général de la Comptabilité Communale.

Vu la lettre du 28 juillet 2011 par laquelle Dexia Banque marque son accord pour la désaffectation du solde de l'emprunt mentionné ci-dessus.

Décide : à l'unanimité

- d'affecter le solde de 7.857,14 € de l'emprunt n° 1513 au paiement de la dépense extraordinaire précitée,
- Approuve toutes les stipulations ci-après :

La désaffectation sera comptabilisée dès que Dexia Banque sera en possession de la présente résolution votée par le Conseil Communal.

Les tableaux « compte de l'emprunt » seront adressés à l'emprunteur après la comptabilisation de cette opération.

Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur sur ordres créés à leur profit par le Receveur.

Toutes les conditions et stipulations prévues dans la délibération du 14/02/2006 relative à l'emprunt initial restent valables pour cette désaffectation.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

10. FINANCES – DESAFFECTATION DU PRET 1462 ET REAFFECTATION DU SOLDE D'EMPRUNT POUR LE FINANCEMENT DU TRAITEMENT DE L'AMIANTE DANS LES BATIMENTS DE L'ENSEIGNEMENT – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu qu'il reste un solde inutilisé de 11.205,39 € de l'emprunt n°1462 et que la commune, ci-après dénommé l'emprunteur, souhaite affecter ce montant au financement de la dépense suivante : le traitement de l'amiante dans les bâtiments de l'enseignement.

Vu l'article 27 du Règlement Général de la Comptabilité Communale.

Vu la lettre du 28 juillet 2011 par laquelle Dexia Banque marque son accord pour la désaffectation du solde de l'emprunt mentionné ci-dessus.

Décide : à l'unanimité

- d'affecter le solde de 11.205,39 € de l'emprunt n° 1462 au paiement de la dépense extraordinaire précitée,
- Approuve toutes les stipulations ci-après :

La désaffectation sera comptabilisée dès que Dexia Banque sera en possession de la présente résolution votée par le Conseil Communal.

Les tableaux « compte de l'emprunt » seront adressés à l'emprunteur après la comptabilisation de cette opération.

Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur sur ordres créés à leur profit par le Receveur.

Toutes les conditions et stipulations prévues dans la délibération du 10/05/2004 relative à l'emprunt initial restent valables pour cette désaffectation.

La présente délibération est soumise à la tutelle générale conformément à la loi communale et aux décrets applicables.

11. FINANCES – COMPTE 2010 DU CENTRE PUBLIC DE L'ACTION SOCIALE – APPROBATION

Monsieur EGELS présente le dossier.

Mademoiselle Morcrette demande qu'une correction soit apportée au Compte 2010 du Centre, et que le terme « diminué » soit remplacé par le terme « augmenté » dans l'annexe « Annotation du Receveur communal ».

Le Compte du CPAS de l'exercice 2010 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	4.438.325,21 €	146.030,21 €
Non-valeurs et irrécouvrables	7.207,67 €	0,00 €
Droits constatés nets	4.431.117,54 €	146.030,21 €
Engagements	4.176.762,38 €	7.047,74 €
Résultat budgétaire		
Positif	254.355,16 €	138.982,47 €
Négatif		
2. Engagements	4.176.762,38 €	7.047,74 €
Imputations comptables	4.176.762,38 €	7.047,74 €
Engagements à reporter	0,00 €	0,00 €
3. Droits constatés nets	4.431.117,54 €	146.030,21 €
Imputations	4.176.762,38 €	7.047,74 €
Résultat comptable		
Positif	254.355,16 €	138.982,47 €
Négatif		

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 15 voix pour et 4 abstentions, sur le Compte du Centre Public de l'Action Sociale de l'exercice 2010 des services ordinaire et extraordinaire.

**12. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DES SERVICES
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET DU CENTRE PUBLIC DE
L'ACTION SOCIALE DE L'EXERCICE 2011**

Au service ordinaire, la modification budgétaire se présente comme suit :

	Selon la présente délibération		
	Recettes	Dépenses	Solde
D'après le budget initial ou la précédente modification	4.712.084,30	4.712.084,30	0,00
Augmentation de crédit (+)	283.773,51	294.678,89	-10.905,38
Diminution de crédit (-)	0,00	-10.905,38	10.905,38
Nouveau résultat	4.995.857,81	4.995.857,81	0,00

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour et 4 abstentions, la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2011 du Centre Public d'Action Sociale.

**13. JURIDIQUE – PROJET DE REGLEMENT RELATIF AUX BROCANTES
ORGANISEES SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL - APPROBATION**

Mademoiselle Morcrette demande si l'affichage destiné à informer de la tenue de ces brocantes, sera soumis aux dispositions du Règlement général de Police (RGP). La Présidente lui répond par l'affirmative, tout en précisant que le présent règlement est destiné à constituer une annexe de ce RGP.

Mademoiselle Morcrette demande par ailleurs si ce règlement concernera également les ventes organisées par les privés à leur domicile. Il lui est répondu que non.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, spécialement ses articles L 1113-1, L 1122-30, L1122-32, L 1122-33, L 1133-1 et L 1133-2 ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;

Vu le Règlement général de Police de la Commune de Jurbise approuvé en séance du 1^{er} mars 2011 par le Conseil communal, et plus particulièrement ses articles 235 à 242 ;

Considérant qu'aux termes de la disposition précitée, les manifestations communément qualifiées de brocantes doivent être autorisées par la commune du lieu où elles se déroulent ;

Considérant qu'il y a par conséquent lieu d'adopter un règlement communal organisant la tenue de brocantes sur le domaine public, et/ou en des lieux privés lorsque ces dernières sont susceptibles d'entraîner des répercussions ou des nuisances sur le domaine public, et en particulier de prévoir des dispositions spécifiques à l'évacuation des déchets et au nettoyage du domaine public, à l'issue de ces manifestations, en distinguant selon leur importance ;

Vu le projet de règlement transmis au SPF Economie, PME, Classes Moyennes et Energie, en date du 23 août 2011 et la réponse fournie par mail par le SPF en date du 31 août 2011 ;

Vu le même projet transmis au Chef de corps de la zone de police Sylle et Dendre, et la réponse positive fournie par mail en date du 2 septembre 2011 ;

Sur proposition du Collège communal ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er :

D'arrêter comme suit le règlement communal sur les brocantes :

➤ **« Article 1er : Définitions**

Au sens du présent règlement, l'on entend par :

1. La brocante:

La manifestation organisée ou autorisée par l'Administration communale se déroulant sur le domaine public, ou sur tout domaine privé lorsque ces dernières sont susceptibles d'entraîner des répercussions ou des nuisances sur le domaine public, et regroupant plusieurs vendeurs non professionnels et éventuellement des commerçants ambulants.

2. Vendeur non professionnel :

La personne qui se livre à une vente de biens lui appartenant, qu'il n'a pas achetés, fabriqués ou produits dans le but d'être vendus, et qui effectue cette opération dans le cadre de la gestion normale de son patrimoine privé.

3. L'organisateur de la brocante :

La personne qui sollicite l'autorisation d'organiser une brocante sur le domaine public, ou sur tout domaine privé lorsque ces dernières sont susceptibles d'entraîner des répercussions ou des nuisances sur le domaine public.

Il peut s'agir :

- soit d'une personne physique agissant en son nom et pour son compte ou pour le compte d'un tiers identifié ;
- soit d'une personne morale agissant par son organe statutaire compétent ;
- soit par une association de fait ; auquel cas, la demande d'autorisation est signée par l'ensemble des membres de cette association ou par un représentant dûment mandaté par l'ensemble des membres ;
- soit par la Commune de Jurbise pour les brocantes organisées par celle-ci.

4. Participant :

Le vendeur non professionnel ou le marchand ambulant qui participe à une brocante.

5. Domaine public :

Au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre par domaine public, le domaine public en général, qu'il soit communal ou qu'il relève, au contraire, du pouvoir de gestion d'autres autorités publiques, telles le SPW, la Province, etc.

➤ Article 2 : Dispositions générales.

Nul ne peut organiser une brocante ou participer à une brocante sans que celle-ci n'ait fait l'objet d'une autorisation délivrée par le Collège communal.

➤ Article 3 : De la demande d'autorisation.

La demande d'autorisation est introduite par l'organisateur visé à l'article 1er, 3°, auprès du Collège communal de Jurbise, au moins trois mois avant la date prévue de la brocante.

Elle est accompagnée d'un plan du domaine public et/ou privé dont l'occupation est projetée tenant compte des zones de stationnement utiles (exposants) si celles-ci ne peuvent être prévues sur le site concerné par la brocante en elle-même.

En termes d'assurances, l'organisateur responsable doit contracter une assurance en responsabilité civile pour couvrir l'événement, et communiquer à la Commune de Jurbise la compagnie d'assurances ainsi que le numéro des polices d'assurances.

Ce plan détaille les lieux concernés, ainsi que le métrage de l'occupation sollicitée.

Sur base de la demande introduite, le Collège communal consultera lui-même le Service Technique communal et le Service de Police pour déterminer les modalités pratiques relatives à l'organisation de la brocante et à joindra ces avis à la demande d'autorisation.

➤ Article 4 : Caractères généraux de l'autorisation.

4.1 L'autorisation est délivrée par le Collège communal.

4.2 Elle fixe les dates et heures du début et de la fin de la brocante (+ horaire d'occupation réelle de l'espace concerné), détermine l'étendue du domaine public et/ou privé dont l'occupation est autorisée, ainsi que toutes conditions particulières.

4.3 L'autorisation est nominative. Elle ne peut être cédée en tout ou en partie sans l'accord exprès et préalable du Collège communal.

4.4 L'autorisation accordée ne dispense aucunement l'organisateur de se pourvoir auprès de toutes autorités de toute autorisation qui pourrait lui être nécessaire.

En particulier, l'organisateur veille à solliciter l'autorisation du SPW ou de la Province en cas d'occupation projetée d'une voirie régionale ou provinciale, selon le cas (à joindre à la demande).

4.5 L'autorisation peut réserver la manifestation aux vendeurs non professionnels ou l'étendre aux vendeurs professionnels.

4.6 L'autorisation peut spécifier le thème de la manifestation.

4.7. La commune peut se réserver le droit de limiter le nombre d'autorisations délivrées par organisateur et/ou par année. Le nombre maximal d'autorisations qui pourront être délivrées par année pour l'ensemble de la commune est fixé à 6.

➤ Article 5 : Retrait d'autorisation

L'autorisation pourra toujours être retirée sans que l'organisateur ou les participants ne puissent de ce chef réclamer aucune indemnité à la Commune :

5.1. Pour des raisons d'utilité publique ou pour des raisons techniques, telles notamment la nécessité d'accéder à des équipements de services publics, l'exécution de travaux aux trottoirs ou à la voirie, etc...

5.2. En cas de non-respect des conditions prévues à l'autorisation, ou pour tout autre motif dûment justifié.

➤ Article 6 : Organisation de la brocante

La répartition des emplacements est effectuée par l'organisateur, sous sa responsabilité exclusive.

➤ Article 7 :

Les marchands ambulants peuvent participer à la brocante. En pareil cas, la législation sur le commerce ambulant leur est intégralement applicable, sans préjudice des dispositions du présent règlement.

Au cours de la manifestation, chaque vendeur professionnel doit pendant toute la durée de celle-ci, identifier sa qualité au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur l'emplacement. Ce panneau doit porter les mentions prévues à l'article 21 § 2 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes.

➤ Article 8 :

Afin de garantir la sécurité de passage et d'accès aux brocantes, l'organisateur responsable se chargera, aux heures d'ouverture et de fermeture desdites brocantes, du placement et de l'enlèvement des barrières Nadar portant des signaux routiers Cl, C3 et F45 pour réglementer la circulation aux abords de l'événement.

Il sera personnellement tenu responsable de tout incident intervenant sur le site de l'organisation du fait du non respect des mesures de Police arrêtées et/ou du non-respect de la signalisation de sécurité dont le placement lui incombe.

➤ Article 9 :

L'organisateur est personnellement responsable de l'accueil et du placement des exposants, et doit prendre les dispositions utiles afin d'éviter que les arrivées et départs des exposants n'engendrent de perturbations en termes de circulation aux environs du site.

En cas de nécessité, il s'engage à contacter sans délai la zone de Police "Sylle et Dendre" afin de l'informer des problèmes envisagés ou constatés pour que celle-ci puisse intervenir le cas échéant.

➤ Article 10 :

Un passage libre d'au moins quatre mètres doit être maintenu en permanence, soit sur le pourtour, soit en bordure des brocantes, afin de permettre en toutes circonstances l'accès aux véhicules des corps de sécurité ou de secours.

➤ Article 11 :

Les emplacements sont disposés de manière à permettre l'intervention des services de sécurité ou de secours, et à laisser, en tout temps, un passage libre pour le public et à ne pas entraver l'accès aux propriétés riveraines.

➤ Article 12 :

Si l'événement est organisé sur un espace public initialement destiné à accueillir des places de stationnement, et dans le cas où le nombre d'emplacements effectivement occupés est inférieur à l'estimation établie par l'organisateur, ce dernier s'engage à prendre les dispositions nécessaires afin que l'espace inoccupé soit restitué le plus rapidement possible à sa destination première.

➤ Article 13 :

L'organisateur et les participants veillent à ne pas troubler la tranquillité des riverains, notamment par des cris, chants ou par la diffusion de musique avant 9h et après 22h.

➤ Article 14 :

L'organisateur et les participants veillent à la conservation et à la propreté du domaine public et/ou privé.

Ils se conforment à toute injonction donnée par le Bourgmestre ou son délégué. Ils sont tenus de libérer les lieux à la date et à l'heure prévue par l'arrêté d'autorisation.

➤ Article 15 :

Avant le départ des participants, l'organisateur et chaque participant, pour ce qui concerne son emplacement, veillent à évacuer tous les déchets provenant de l'activité de brocante (caisses, emballages, papiers, cartons, etc..)

Les invendus sont repris par les participants.

Le nettoyage ne sera effectué par l'administration qu'en cas de défaillance soit de l'organisateur, soit des participants. En pareil cas, ce nettoyage sera systématiquement facturé à l'organisateur.

Les organisateurs et les participants sont solidairement responsables des obligations qui incombent aux participants, telles que découlant du présent article.

➤ Article 16 : Responsabilité de l'impétrant

L'organisateur et les participants sont responsables tant à l'égard des tiers que de la Commune des pertes, dégâts, accidents et dommages, comme aussi des conséquences de toute nature qui résulteraient, selon le cas, de l'organisation de la brocante ou de leur activité sur le domaine de celle-ci.

➤ Article 17 :

Sans préjudice des dommages et intérêts et autres mesures de remise en état, tous manquements aux dispositions du présent règlement sera puni d'une amende administrative de zéro à deux cent cinquante euros à moins que la loi ou le règlement n'ait prévu une peine plus lourde.

➤ Article 18 : Dispositions finales

Le présent règlement sera publié par le Bourgmestre, conformément aux dispositions de l'article L 1133-1 du Code de la démocratie locale et de la Décentralisation.

Le fait et la date de cette publication seront constatés par une annotation dans le registre spécial visé à l'article L 1133-2 du Code de la démocratie locale et de la Décentralisation.

Il deviendra obligatoire le cinquième jour qui suit celui de sa publication.

➤ Article 19 : Transmis

Une expédition conforme du présent règlement sera transmise :

- au Ministère des Affaires Economiques ;
- aux Autorités de tutelle;

- aux services Police, Travaux, Fêtes, Finances, Agents Constatateurs et au Receveur communal.

14. JURIDIQUE – MP 2010-02-SG-FB RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA SECURISATION ANTI-INCENDIE ET ANTI-INTRUSION DES BATIMENTS COMMUNAUX ET DU C.P.A.S. – AVENANT N°2 PORTANT SUR LES MODALITES DE PAYEMENT

Mademoiselle Morcrette demande si une révision de prix est prévue dans ce marché. Il lui est répondu par la négative.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, [notamment l'article 3, § 1;](#)

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant que [le Service Juridique](#) a établi un cahier des charges N° 2010-02-SG-FB pour le marché ayant pour objet “[Auteur de projet pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS](#)”;

Considérant que, pour le marché ayant pour objet “[Auteur de projet pour la sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS](#)”, le montant estimé s'élève à 33.057,85 € hors TVA ou 40.000,00 €, 21% TVA comprise;

Vu la décision [du Collège communal du 28 avril 2010](#) approuvant la proposition d'attribuer le marché de [services](#) à l'offre [régulière économiquement la plus avantageuse \(en tenant compte des critères d'attribution\)](#), soit [COREPRO, Rue de Briqueteries 37 à 6010 Couillet](#) pour un pourcentage d'honoraires de 5,33%;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au [budget extraordinaire](#) de l'exercice [2010](#), article [104](#), [722](#), [762,764 /73360.2010](#) (n° de projet [20100006](#), [20100033](#), [20100039](#), [20100045](#)), ainsi qu'aux budgets ordinaire et extraordinaire du CPAS de l'exercice 2010, articles 8351/733-51, 8351/211-01 et 8351/911.01, et que ce crédit sera financé par un emprunt ;

Attendu que l'auteur de projet a réalisé la première partie de sa mission, qui consistait notamment à :

- établir une évaluation détaillée des besoins et coûts inhérents pour la mise en conformité incendie et anti-intrusion de chaque site (bâtiments communaux et CPAS) ;
- élaborer un cahier spécial des charges pour la réalisation des travaux projetés ;
- réaliser l'analyse des offres reçues dans le cadre de la procédure de marché public initiée ;

Attendu que le Cahier spécial des charges prévoit, en son article II.5, que les paiements sont effectués dans un délai de 50 jours de calendrier à compter de la réception de la déclaration de créance ;

Considérant que, conformément à l'article 4, §2 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, le prix du marché est payé soit en une fois après son exécution complète, soit par acomptes dans les cas où ce mode de paiement est permis par la loi, au fur et à mesure de son avancement, suivant les modalités prévues par le cahier spécial des charges ;

Vu l'article 7 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, rappelant que quel que soit le mode de détermination du prix, le pouvoir adjudicateur a le droit d'apporter unilatéralement des modifications au marché initial, pour autant qu'il n'en modifie pas l'objet et moyennant juste compensation, s'il y a lieu ;

Attendu que le Cahier spécial des charges n° 2010-02-SG-FB ne prévoit aucun paiement en fonction des états d'avancement successivement produits par l'auteur de projet ;

Attendu qu'une partie des travaux de sécurisation, dont la charge du suivi, du contrôle et de la réception incombe à l'auteur de projet, fait l'objet d'une promesse de subsides de la Communauté française dans le cadre du Programme Prioritaire des Travaux 2008 ;

Attendu que l'obtention d'un accord définitif de la Communauté française sur ce dossier implique l'écoulement de délais qu'il n'est pas possible de déterminer avec précision ;

Attendu que les consignes relatives au bâtiment du CPAS de Masnuy-Saint-Jean n'ont pu être données que tardivement à l'auteur de projet, les plans d'architecte ayant seulement été approuvés par le Bureau permanent du CPAS en date du 22 avril 2011 et un projet de rénovation du bâtiment devant être soumis aux instances du CPAS au cours du second semestre de l'année 2011 ;

Attendu que les circonstances relatives au bâtiment du CPAS de Masnuy-Saint-Jean ont pour conséquence d'imposer des délais supplémentaires à l'auteur de projet, sans que l'allongement de ces délais ne repose sur des facteurs imputables à ce dernier ;

Attendu qu'il est par conséquent proposé de compléter l'article I.1 comme suit :

« Le paiement des honoraires sera fractionné comme suit :

- 60 % après remise de l'état des lieux, du projet, du dossier d'adjudication et de l'analyse des offres reçues ;*
- 30% répartis suivant la remise des états d'avancement des travaux ;*
- 10 % après réception provisoire des travaux réalisés » ;*

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. – La proposition de compléter l'article I.1 du Cahier spécial des charges n°2010-02-SG-FB avec le texte suivant, est acceptée :

« Le paiement des honoraires sera fractionné comme suit :

- 60 % après remise de l'état des lieux, du projet, du dossier d'adjudication et de l'analyse des offres reçues ;*
- 30% répartis suivant la remise des états d'avancement des travaux ;*
- 10 % après réception provisoire des travaux réalisés ».*

Article 2. – Un exemplaire de la présente délibération sera transmis à l'auteur de projet, aux autorités subsidiaires ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal a.i. pour information.

15. JURIDIQUE – MP 2010-25-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA REALISATION D'UN DOSSIER DE PERMIS D'URBANISME RELATIF A L'ACQUISITION DE PAVILLONS EN OSSATURE BOIS POUR L'ECOLE COMMUNALE DE MASNUY-SAINT-JEAN – AVENANT N°1 – OBLIGATION LEGALE POUR L'AUTEUR DE PROJET DE REALISER LE SUIVI DES TRAVAUX - APPROBATION

Mademoiselle Morcrette demande si la réception des travaux est comprise dans les tâches de l'auteur de projet. Il lui est répondu par l'affirmative, une fois que le présent avenant aura été approuvé.

Mademoiselle Morcrette fait également remarquer que le début de la prestation de l'auteur de projet avait été fixé au 4 juillet et que les services attendus de l'auteur de projet doivent être prestés dans les 20 jours ouvrables, et s'interroge si ce dernier est toujours bien dans les délais impartis. Il lui est répondu que, compte tenu des délais de congés de l'auteur de projet et des retards découlant de la problématique abordée à ce point, l'auteur de projet est toujours bien dans les délais, et que des amendes pour retard seraient bien toujours envisageables en cas de retard imputable à l'auteur de projet.

Monsieur Muller demande à Monsieur l'Echevin de l'Enseignement si la cour de récréation de l'école de Masnuy-Saint-Jean sera toujours suffisamment grande une fois les travaux d'extension réalisés. Il lui est répondu par l'affirmative.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-25-SG-RP pour le marché “ Désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean ”;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 avril 2011 approuvant les conditions du marché, le mode de passation et le CSCh ;

Vu la délibération du Collège communal du 2 mai 2011 approuvant le démarrage de la procédure ainsi que la liste des sociétés à consulter ;

Vu la délibération du Collège communal du 7 juin 2011, approuvant la proposition de désigner l'auteur de projet Xavier Deroubaix, pour un pourcentage d'honoraires de 2,35% ;

Attendu que, après analyse des offres des deux soumissionnaires ayant participé à cette procédure, et après consultation de l'adjudicataire désigné, il a été constaté que le pouvoir adjudicateur est dans l'obligation de confier le suivi du chantier à l'auteur de projet chargé de l'élaboration du dossier de permis d'urbanisme, à moins qu'un autre architecte ne soit chargé de ce suivi, et ce conformément à la Loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte ainsi qu'au Règlement de déontologie de l'Ordre des Architectes, approuvé par l'Arrêté royal du 18 avril 1995 ;

Attendu que cette obligation, bien que inconnue du pouvoir adjudicateur lors de l'élaboration du Cahier spécial des charges et de l'envoi des invitation à soumissionner, a été précisée par les deux soumissionnaires ayant remis offre et que son coût ait été estimé séparément ;

Attendu que la prise en compte de cette mission de suivi dans les offres des soumissionnaires n'est pas de nature à modifier le classement final des offres, l'adjudicataire désigné demeurant le moins-disant avec un pourcentage de 3,75% du montant des travaux contre un pourcentage de 8% pour le soumissionnaire non retenu ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 722/733-60 (n° de projet 20110018), et que des crédits supplémentaires seront inscrits en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2011 ;

Considérant que ce crédit sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'adoption de l'avenant n°1 relatif au marché public 2011-25-SG-RP portant sur la désignation d'un auteur de projet pour la réalisation d'un dossier de permis d'urbanisme relatif à l'acquisition de pavillons en ossature bois pour l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean.

Article 2. - D'inclure, conformément à la Loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte ainsi qu'au Règlement de déontologie de l'Ordre des Architectes, le suivi du chantier dans les missions confiées à l'auteur de projet chargé de l'élaboration du dossier de permis d'urbanisme.

Article 3. - De prévoir des crédits supplémentaires en modification budgétaire numéro 2 de l'exercice extraordinaire du budget 2011.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'auteur de projet ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal intérimaire et aux autorités subsidiaires.

16. JURIDIQUE – MP 2011-36-SG-GU RELATIF A LA DESIGNATION D'UN COORDINATEUR SECURITE-SANTE (PROJET-REALISATION) POUR LA RENOVATION DU PORCHE DU CIMETIERE DE JURBISE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2011-36-SG-GU relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la rénovation du porche du cimetière de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 878/724-60 (n° de projet 20110044) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2011-36-SG-GU et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la rénovation du porche du cimetière de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 878/724-60 (n° de projet 20110044).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. JURIDIQUE – MP 2009-52-SG-RP RELATIF AU REMPLACEMENT DES CHASSIS DE LA SECTION MATERNELLE DE L'ECOLE D'HERCHIES – NOUVELLE PROCEDURE SUITE A LA DEFAILLANCE DES

ADJUDICATAIRES PRECEDENTS – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Madame Senecaut demande quelles sont les raisons du choix du mode de l'appel d'offres restreint pour la présente procédure. Les explications lui sont apportées par la Présidente.

Mademoiselle Morcrette fait remarquer que le cautionnement aurait pu être exigé auprès du second fournisseur défaillant, qu'une autre mesure d'office aurait pu être prévue, mais il lui est précisé que ce cautionnement n'a jamais été remis et que, par conséquent, cette mesure d'office n'est pas réalisable.

Mademoiselle Morcrette fait également remarquer que, selon sa lecture de la réglementation en matière de marchés publics, la Commune serait en droit d'exiger l'application de plusieurs mesures d'office simultanées à l'égard d'un même adjudicataire défaillant, et qu'un marché pour compte aurait pu être imposé par la Commune.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 16;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2009-52-SG-RP relatif au marché "Remplacement des châssis de la section maternelle de l'Ecole d'Herchies" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 29.900,00 € hors TVA ou 36.179,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par le tiers payant SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que cette partie est estimée à 31.230,00 €;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres restreint;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 722/72360:20100027.2010 (n° de projet 20100027) et sera financé par un emprunt;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2009-52-SG-RP et le montant estimé du marché "Remplacement des châssis de la section maternelle de l'Ecole d'Herchies", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 29.900,00 € hors TVA ou 36.179,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres restreint comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une contribution pour ce marché auprès du tiers payant SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 722/72360:20100027.2010 (n° de projet 20100027).

Article 6. - Il est autorisé de préfinancer la dépense sur moyens propres.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**18. JURIDIQUE – MP 2011-08-SG-EB RELATIF A L'ACHAT DE PAPIER POUR
L'ADMINISTRATION, LE C.P.A.S. ET LES TROIS ECOLES COMMUNALES –
MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2011-08-SG-EB pour le marché "Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales";

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin;

Considérant, en conséquence, que les quantités présumées indiquées au cahier spécial des charges régissant le présent marché le sont à titre purement indicatif, qu'elles n'engagent nullement l'administration ; que, dès lors, l'adjudicataire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2010, articles 104/421/722/72201/72202/72203/762/764 et 84010/123-02, ainsi qu'aux articles 104/8013/8015/831/8351/8352/837/8441 et 8443/123-02.2011, et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2011-08-SG-EB et le montant estimé du marché "Achat de papier pour l'Administration, le CPAS et les trois écoles communales", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 10.000,00 € hors TVA ou 12.100,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2010, articles 104/123-02, 421/123-02, 722/123-02, 72201/123-02, 72202/123-02, 72203/123-02, 762/123-02, 764/123-02 et 84010/123-02, ainsi qu'aux articles 104/8013/8015/831/8351/8352/837/8441 et 8443/123-02.2011.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**19. URBANISME – CREATION D'UN LOTISSEMENT DE 5 LOTS DONT 4 A
BATIR AU CHEMIN DE CASTEAU A MASNUY-SAINT-JEAN, SECTION A
N°1036B ET 104C - APPROBATION**

Madame Senecaut demande si le fait que ce lotissement sera construit dans une zone à risque sur le plan des inondations a bien été pris en considération. La Présidente et Monsieur l'Echevin des Travaux lui confirme que les avis autorisés, et notamment celui du Commissaire-voyer, ont été sollicités à plusieurs reprises et suivis par la Commune. Une modification de l'égouttage actuel a notamment été réalisée.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 30 août 2010 par le Géomètre Meunier mandaté par Madame Degauquier et relative à un projet de lotissement sur le terrain sis chemin de Casteau à 7050 Masnuy-Saint-Jean cadastré Section C n°103 b et 104 c;

Vu le projet porte sur la création de 5 lots dont 4 comme terrain à bâtir;

Vu l'avis défavorable de la Direction du Développement rural sollicité en date du 16 septembre 2010 et réceptionné en date du 24 septembre 2010;

Vu l'avis favorable conditionnel du service incendie sollicité en date du 16 septembre 2010 et réceptionné en date du 30 novembre 2010 ;

Vu que l'avis du Commissaire voyer a également été sollicité en date du 16 septembre 2010 et que celui-ci réceptionné en date du 4 octobre 2010 est favorable conditionnel ;

Vu l'enquête publique réalisée du 20/09/2010 au 4/10/2010 pour le motif suivant : articles 129 bis et quater du C.W.A.T.U.P.E. ;

Considérant qu'à l'issue de cette enquête publique 4 lettres de réclamations ont été introduites;

Considérant que la décision du Collège communal du 11 octobre 2010 demandant au géomètre de compléter son plan en y ajouter le nom et le bien d'une réclamante;

Vu qu'un plan modificatif a été introduit en date du 26 octobre 2010 ;

Considérant que l'avis de la Direction du Développement durable a été à nouveau sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 6 décembre 2010 est identique au premier avis remis ;

Vu qu'une nouvelle enquête publique s'est déroulée du 1 au 15 décembre 2010 ;

Considérant qu'à l'issue de celle-ci, 5 lettres de réclamations ont été introduites ;

Vu la décision du Collège communal, du 20 décembre 2010, d'organiser une réunion sur place entre l'Echevin des Travaux et le Commissaire Voyer pour lui exposer les problèmes rencontrés par les riverains et lui demander de réaliser une étude hydrographique portant sur cette partie du territoire ;

Vu que l'avis émis par le H.I.T. suite à cette réunion du 19 janvier 2011, et réceptionné en date du 21 janvier 2011 est favorable conditionnel et impose de nouvelles charges au lotisseur ;

Considérant qu'en date du 31 janvier 2011, le Collège communal a décidé de transmettre ce nouvel avis du H.I.T. à l'auteur de projet afin que celui-ci procède à une adaptation de son plan et de son métré ;

Considérant que des plans modifiés et le métré estimatif des travaux à réaliser tels que précisés dans l'avis du Commissaire voyer ont été introduits en date du 14 février 2011 ;

Considérant qu'une nouvelle enquête publique s'est tenue du 17 au 31 mars 2011 et qu'à l'issue de celle-ci, 5 lettres des réclamations ont été introduites ;

Considérant qu'une réunion réunissant les riverains, le Commissaire voyer, la responsable du service urbanisme et l'Echevin des travaux s'est tenue à l'administration communale, que les riverains ont pu exprimer de vive voix leurs craintes ;

Considérant qu'en continuité à cette réunion, un nouvel avis conditionnel a été émis par le H.I.T. et réceptionné en date du 4 avril 2011 ;

Considérant qu'en date du 18 avril 2011, le Collège communal a décidé de transmettre ce nouvel avis du H.I.T. au géomètre pour qu'il modifie et adapte son projet ;

Vu l'avis favorable conditionnel du 11 avril 2011 de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité ;

Vu le nouveau plan et le nouveau métré introduits par le géomètre en date du 5 mai 2011 ;

Attendu qu'à l'issue d'une nouvelle enquête publique qui s'est déroulée du 27 mai au 10 juin 2011, cinq lettres de réclamations ont été à nouveau introduites ;

Considérant que l'avis du H.I.T. a été à nouveau sollicité sur le nouveau plan et le nouveau métré et que celui-ci est favorable conditionnel ;

Considérant que le projet est compatible avec la destination de la zone ;

Vu la décision du Collège communal du 27/06/2011 ;
Vu la demande du Service public de Wallonie du 5 août 2011 d'imposer une clause archéologique dans le permis qui sera délivré ;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide : par 17 voix pour et 2 absentions

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet :

1. en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.,
2. en respectant l'avis du service incendie ;
3. en respectant l'avis de la C.C.A.T.M.
4. en respectant la clause archéologique

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

**20. URBANISME – CONSTRUCTION DE TROIS HABITATIONS UNIFAMILIALES
AU CHEMIN DU PRINCE A MASNUY-SAINT-JEAN, SECTION C N°281 P –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite le 17 décembre 2011 par la s.a. BERNARDI CONSTRUCT et relative à un projet de constructions de 3 habitations unifamiliales sur le terrain sis Chemin du Prince à 7050 Jurbise (Masnuy-Saint-Jean), cadastré Section C n°281 p;

Vu le projet est situé en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;

Vu que l'avis du H.I.T a été sollicité en date du 14/04/2011 et que celui-ci réceptionné en date du 5/05/2011 est favorable conditionnel ;

Vu que sur base de l'article 116§6, les demandeurs ont introduit à la Commune des plans reprenant les différents équipements et modification apportées à la voirie suite aux impositions du H.I.T. ainsi que le métrés des travaux à réaliser et une convention à signer entre la Commune et la demanderesse qui s'engage à céder gratuitement à la Commune les nouveaux équipements de voirie;

Vu que l'enquête publique, dont procès-verbal constatant une lettre de remarque, s'est tenue du 1 au 15 juillet 2011 pour le motif suivant : articles 128 et 129 du C.W.A.T.U.P. E.;

Vu que l'avis du H.I.T. a été à nouveau sollicité et que celui-ci daté du 18 août 2011 est favorable conditionnel ;

Vu que ces charges préconisées par le Commissaire voyer seront donc imposées dans le permis d'urbanisme ;

Vu la décision du Collège communal du 16 août 2010 qui impose à toutes nouvelles constructions sur le territoire de Masnuy-Saint-Jean d'être équipée d'une citerne d'eau de pluie de 10 m³ d'eau ne devant servir que pour la prévention incendie ;

Vu la décision du Collège communal réuni le 22/08/2011;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Décide : par 17 voix pour et 2 absentions

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet dont objet :

- en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T. du 4/05/2011 et du 18/08/2011,
- en imposant la pose d'une citerne d'eau de pluie de 10 m³ d'eau ne devant servir que pour la prévention incendie.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain et à son architecte.

**21. I.D.E.A. – PROCESSUS DE CREATION DE L'INTERCOMMUNALE MIXTE
SUIVANT LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DU MARCHE A SHANKS –
APPROBATION**

Mademoiselle Morcrette demande confirmation que ce sont bien trois parcelles qui vont être cédées par la conclusion d'un bail emphytéotique avec l'IDEA. La Présidente lui apporte confirmation tout en précisant qu'il s'agit d'un accord logique avec l'IDEA, compte tenu de la réglementation de l'intercommunale. La Présidente confirme également à Mademoiselle Morcrette que ce bail sera conclu pour une durée de 99 ans.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par le courrier du 5 juillet 2011 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'intercommunale IDEA par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'intercommunale IDEA du 29 septembre 2011 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que le premier point inscrit à l'ordre du jour porte sur la scission partielle du secteur propreté publique de l'IDEA et la création de l'intercommunale IDEPP ;

Considérant qu'en effet, la Commune s'est dessaisie statutairement conformément au tableau ci-annexé (annexe1) en matière de services de propreté publique envers l'intercommunale IDEA ;

Considérant que le secteur propreté publique de l'IDEA a fait l'objet d'audits en matière de processus organisationnels et managériaux et de dialogue social lors du 1er semestre 2010 ;

Considérant que les conclusions de ces audits ont conduit la Direction de l'IDEA à proposer une réorganisation structurelle permettant de rencontrer les problématiques soulevées par ceux-ci ;

Considérant la délibération du Conseil communal de ce jour approuvant la scission partielle du secteur propreté publique de l'IDEA et la création de l'intercommunale mixte à partir du 1^{er} janvier 2011 ;

Considérant que par ailleurs, l'intercommunale ITRADEC, au capital de laquelle l'IDEA détient 80 % des parts, a constaté l'échec de l'appel à partenariat lancé fin 2009 ;

Considérant qu'afin de trouver une solution pour assurer une gestion optimale du service de propreté publique de Mons-Borinage-Centre, en tenant compte des conclusions des audits, il s'est avéré nécessaire de constituer une nouvelle structure à caractère mixte ;

Considérant qu'un marché public visant à choisir un partenaire pour assurer le volet opérationnel de la gestion des déchets de la zone Mons-Borinage-Centre par le biais de la constitution d'une nouvelle intercommunale mixte « Propreté Publique » a été lancé fin 2010 et a été attribué le 29 juin 2011 ;

Considérant que le marché a été attribué pour 20 ans à dater de la signature de la convention d'exploitation entre l'IDEA, ITRADEC, IDEPP et la société SHANKS ;

Considérant que le schéma organisationnel ci-annexé (annexe 2) de ce marché prévoit la constitution d'une intercommunale mixte auquel le partenaire qui est associé au capital à 49 % se voit confier le volet opérationnel de la gestion des déchets, l'IDEA conservant la gestion administrative et financière de celle-ci ;

Considérant que l'article 4, § 4 des statuts de l'Association Intercommunale pour le Développement Economique et l'Aménagement des Régions du Centre et du Borinage, dénommée IDEA énonce que « *Par leur adhésion au secteur propreté publique, les communes se dessaisissent de manière exclusive envers l'intercommunale de la mission de collecte des déchets ménagers* ».

Considérant que dans la mesure où l'activité de collecte des déchets sera, à l'exception de la préparation et de l'exécution des actes qui relèvent de la gestion administrative et financière des activités de l'intercommunale, apportée à l'Intercommunale « IDEPP » par le biais d'une scission partielle de l'IDEA, le dessaisissement dont question vaut à l'égard de l'Intercommunale IDEPP, à dater de sa constitution.

Considérant que la procédure de constitution de l'IDEPP est la suivante :

- 1) scission partielle du secteur propreté publique de l'IDEA

- 2) fusion par absorption par l'intercommunale IDEPP de l'intercommunale ITRADEC
- 3) ouverture du capital au partenaire privé

Considérant qu'il ressort des principes repris ci-dessus et plus spécialement de la continuité du service public rencontrée ici par les processus de scission et fusion, que rien ne lèse l'intérêt communal et l'intérêt des habitants de la commune qui pourront continuer comme pour le passé à bénéficier d'un service « propreté publique » dont la gestion sera assurée par une intercommunale mixte ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs à l'opération de scission partielle qui est la première étape de procédure de création de l'intercommunale mixte ;

Considérant que, dans le contexte du dessaisissement, les communes reprises dans le tableau en annexe 3 mettent à disposition de l'intercommunale IDEA un terrain à usage de parc à conteneurs et que cette mise à disposition doit être formalisée par la conclusion d'un bail emphytéotique entre la commune et l'intercommunale IDEA ;

Considérant le projet du bail emphytéotique est repris en annexe 4.

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- de marquer accord sur l'ensemble du processus de création de l'intercommunale mixte suivant la procédure d'attribution du marché à Shanks.

Article 2 :

- d'approuver la scission partielle du secteur propreté publique de l'IDEA et la création de l'intercommunale mixte à partir du 1^{er} janvier 2011.

Article 3 :

- d'approuver la conclusion du bail emphytéotique repris en annexe ;
- de désigner Melle Jacqueline Galant, Députée-Bourgmestre et M. Stéphane Gillard, Secrétaire communal ff pour procéder à la signature de celui-ci.

Annexes

- Tableau des communes affiliées à l'IDEA et ITRADEC
- Le schéma organisationnel
- Liste des communes devant conclure un bail emphytéotique pour les parcs à conteneurs

- Bail emphytéotique.

22. I.D.E.P.P. – ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUTIVE D’I.D.E.P.P. DU 29 SEPTEMBRE 2011 – STATUTS DE L’INTERCOMMUNALE MIXTE ET LA CONVENTION D’EXPLOITATION - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopération entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'intercommunale IDEA via laquelle elle sera associée à l'Intercommunale IDEPP ;

Considérant la délibération du Conseil communal de ce jour approuvant la scission partielle du secteur propriété publique de l'IDEA et la création de l'intercommunale mixte IDEPP à partir du 1er janvier 2011 ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 15 juillet 2011 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale constitutive de l'intercommunale IDEPP par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale constitutive de l'intercommunale IDEPP du 29 septembre 2011 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale constitutive de l'IDEPP ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance du projet de statuts de la nouvelle intercommunale mixte IDEPP et de la convention-cadre d'exploitation ;

Considérant que l'Assemblée Générale constitutive de l'IDEPP aura à l'ordre du jour l'approbation des statuts de l'intercommunale mixte et de la convention d'exploitation ;

Considérant que l'Assemblée Générale constitutive de l'IDEPP aura à l'ordre du jour la désignation des Administrateurs et du réviseur ;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1^{er} :

- d'approuver les statuts de l'intercommunale mixte et la convention d'exploitation.

Article 2 :

- de désigner : Monsieur POTTIEZ Pierre, Madame VANDERKEL Annick, Monsieur DECAMPS Philippe, Monsieur BREUSE Eddy et Madame DELHAYE-DEBAUQUE Isabelle, conformément à l'article L1523-11 du CDLD pour représenter la commune à l'Assemblée Générale de la nouvelle intercommunale mixte.

Article 3 :

- de marquer accord sur la désignation de RSM INTERAUDIT SCRL en tant que réviseur d'entreprises dont la partie du marché de services relatif au secteur propreté publique passé par l'IDEA a été transférée dans le cadre de la scission partielle du secteur propreté publique.

Article 4 :

- de marquer accord sur le principe de désignation des Administrateurs présentés en séance, par l'Assemblée Générale de l'IDEPP conformément à l'article L1523-15 §1 du CDLD et 36 des statuts de l'IDEPP.

Article 5 :

- approuver le contenu minimum du Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et des Comités de gestion de secteurs de l'intercommunale IDEPP.

Annexes

- les statuts de l'IDEPP et les quatre annexes
- la convention-cadre d'exploitation

le contenu minimum du R.O.I. du Conseil d'Administration et des Comités de gestion de secteurs (point 4 de la note préliminaire).

23. TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VOIRIES – DROIT DE TIRAGE 2010-2012 – CAHIER SPECIAL DES CHARGES, METRE ET DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE ET DES CRITERES DE SELECTION QUALITATIVE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 avril 2011 approuvant l'adhésion à l'opération « Entretien de Voiries – Droit de tirage 2010-2012 », le formulaire d'introduction du dossier et la sollicitation de la subvention au montant estimatif de 291.830 € T.V.A. comprise ;

Considérant le cahier spécial des charges N° AC/1160/2011/0024 relatif au marché "Entretien de voiries - Droit de tirage 2010-2012" établi par le Hainaut Ingénierie Technique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 425.119,04 € hors TVA ou 514.394,04 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110047) et sera financé par emprunt et par subsides;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° AC/1160/2011/0024 et le montant estimé du marché "Entretien de voiries - Droit de tirage 2010-2012", établis par le Hainaut Ingénierie Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 425.119,04 € hors TVA ou 514.394,04 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2011, article 421/735-60 (n° de projet 20110047).

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**24. TRAVAUX- EGOUTTAGE DES RUES DES BRUYERES, DES PRES ET DU
GRAND JOUR (1ERE PARTIE) – DECOMPTE FINAL DES TRAVAUX – PART
SPGE - APPROBATION**

Mademoiselle Morcrette demande à Monsieur l'Echevin des Travaux où en est le décompte de la part communale. Monsieur l'Echevin l'informe que ce décompte devrait arriver sous peu à la Commune, et sera soumis si nécessaire à l'approbation du Conseil communal.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, §2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.11.2004 par laquelle celui-ci choisit le mode de passation du marché "Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1^{ère} partie -", soit l'adjudication publique, et en fixe les conditions;

Vu la délibération du Collège communal du 21.02.2006 attribuant le marché à la firme Travexploit S.A. à Ragnies pour le montant d'offre contrôlé de 2.415.082,72 €, 21 % TVA comprise dont 1.179.709,43 € hors T.V.A. pour la partie S.P.G.E. (Egouttage prioritaire);

Vu la délibération du Collège communal du 15.01.2007 approuvant l'avenant n° 1 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1^{ère} partie », et ce au montant de 38.989,22 EUR T.V.A. comprise;

Vu la délibération du Collège communal du 16.09.2008 approuvant l'avenant n° 2 au cahier spécial des charges relatif aux « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1^{ère} partie », et ce au montant de 92.901,84 EUR T.V.A. comprise

Vu que les travaux ont fait l'objet, le 17.06.2009, d'une réception provisoire dont l'I.D.E.A., a rédigé le procès-verbal;

Considérant qu'il n'y avait aucune remarque dans le procès-verbal de réception provisoire;

Considérant que l'auteur de projet, I.D.E.A. à Mons a établi le décompte final, d'où il apparaît que le montant final des travaux de la partie S.P.G.E. (Egouttage prioritaire) s'élève à 1.378.016,40 € hors T.V.A. et hors amendes, détaillé comme suit:

Montant du décompte des travaux hors révisions contractuelles : 1.241.742,94 € hors T.V.A.
Montant des révisions contractuelles : 136.273,45 € hors T.V.A.

Considérant que le montant des amendes pour retard d'exécution s'élève à 58.985,47 €, fixant ainsi le montant réel du décompte à 1.319.030,93 € hors T.V.A.

Décide à l'unanimité :

Article 1er. – D'approuver le décompte final du marché « Travaux d'égouttage des rues des Bruyères, des Prés et du Grand Jour – 1^{ère} partie » partie S.P.G.E. (Egouttage prioritaire) rédigé par l'auteur de projet, I.D.E.A. à Mons, pour un montant total de 1.319.030,93 € hors T.V.A.

Article 2. - De transmettre copie de la présente délibération à l'I.D.E.A.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

25. PERSONNEL – ORGANISATION D'UN EXAMEN DE RECRUTEMENT POUR UN RECEVEUR COMMUNAL POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE ET LE C.P.A.S. DE JURBISE – MODALITES ET CONDITIONS - APPROBATION

Mademoiselle Morcrette fait remarquer que le nombre de candidatures sera limité par le choix de la procédure de recrutement par appel restreint, et demande si les modalités d'organisation de l'examen sont fixées par le Collège communal. Les conditions de participation étant fixées par le Conseil communal, il lui est confirmé que c'est bien le Collège communal qui organise l'examen en tant que tel.

Mademoiselle Morcrette s'interroge également sur l'opportunité de transmettre un exemplaire de la délibération du Conseil communal à Monsieur le Receveur

communal intérimaire, tel que cela est prévu dans le projet de délibération. Il lui est répondu que cette information est nécessaire au Receveur communal intérimaire, car l'organisation d'un examen engendre inévitablement des frais.

Enfin, Mademoiselle Morcrette demande à être prévenue lorsque la date de l'examen aura été arrêtée.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 janvier 1997 adaptant le cadre du personnel communal, ainsi que ses modifications ultérieures ;

Vu le statut administratif applicable au personnel communal de la Commune de Jurbise, adopté par le Conseil communal en sa séance du 24 juin 1998 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 mai 2004 relative au statut administratif du Receveur local ;

Vu la délibération du Conseil communal du 5 juillet 2005 modifiant le cadre du personnel communal ;

Vu la délibération du Collège communal du 5 juillet 2010, ratifiée le 3 août 2010 par le Conseil communal, désignant un agent de l'Administration communale comme Receveur local intérimaire, et ce suite à la démission le 24 juin 2010 du Receveur local en fonction ;

Vu les délibérations des 25 janvier et 5 juillet 2011, prolongeant pour une période de 6 mois la désignation de Monsieur Eric Bourdiaud'huy en qualité de Receveur communal intérimaire ;

Considérant qu'il est nécessaire et justifié de pourvoir définitivement au poste de Receveur local et d'initier, d'ici la fin de l'année 2011, une procédure d'examen permettant la nomination d'un Receveur local au bénéfice de l'Administration communale et du CPAS ;

Attendu que le programme de l'examen, les modalités d'organisation et le mode de constitution du jury, relatifs à la nomination d'un Receveur local, sont fixés au statut administratif du Receveur local ;

Attendu qu'il est proposé de procéder à la nomination d'un Receveur local par le mode du recrutement et par le biais d'un appel restreint ;

Décide : à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'organisation d'un examen de recrutement destiné à pourvoir au poste de Receveur local, et ce par le biais d'un appel restreint.

Article 2. - De charger le Collège communal de l'organisation de cet examen, conformément aux dispositions du statut administratif.

Article 3. - De transmettre, pour information, un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Receveur communal intérimaire pour information.

26. STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL COMMUNAL NON-ENSEIGNANT DE LA COMMUNE DE JURBISE – MODIFICATIONS APORTEES SUITE AUX REMARQUES DES AUTORITES DE TUTELLE –ADOPTION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du Conseil communal, en sa séance du 27 juin 1994, décidant d'appliquer les principes généraux de la Fonction publique locale et provinciale ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant de la Commune de Jurbise, fixé par délibération du Conseil communal en séance du 24 juin 1998 et approuvé par délibération de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut le 10 septembre 1998 ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement wallon à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêt du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêt du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, articles L1212-1 à 3, fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel communal ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, article L1213-1, relatif à la nomination du personnel communal ;

Vu l'arrêt du 28 octobre 2010 du Collège provincial relatif à la délibération du 15 juin 2010 du Conseil communal et concernant le statut pécuniaire ;

Vu la Circulaire du 25 janvier 2011 relative à la valorisation des compétences dans le cadre du Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire ;

Vu les protocoles d'accord dressés à l'issue des réunions du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 20 mai 2011 ;

Vu les protocoles d'accord dressés à l'issue des réunions du Comité de négociation syndicale en date du 20 mai 2011;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er :

D'adopter le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, repris en annexe de la présentation délibération.

Article 2 :

De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision à la Tutelle provinciale des communes, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal intérimaire.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Revu la délibération du Conseil communal du 03 février 1987 fixant le statut pécuniaire du Secrétaire communal ;

Vu la délibération du Conseil communal, en sa séance du 27 juin 1994, décidant d'appliquer les principes généraux de la Fonction publique locale et provinciale ;

Vu l'Arrêté royal du 29 mars 1995 fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire de services antérieurs prestés dans le secteur public par les Secrétaires communaux ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non-enseignant de la Commune de Jurbise, fixé par délibération du Conseil communal en séance du 24 juin 1998 et approuvé par délibération de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut le 10 septembre 1998 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 avril 2000 décidant de valoriser à 100% les services prestés par le Secrétaire communal à partir du 1^{er} juin 1997 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 10 décembre 2002 arrêtant l'échelle de traitement à allouer au Receveur local ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement wallon à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêt du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation, en ses articles L1124-1 à L1124-37, fixant notamment les dispositions générales d'établissement du statut pécuniaire des Secrétaires et Receveurs communaux ;

Attendu que, conformément à l'article article L1124-6 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, la Commune de Jurbise appartient à la catégorie 14 ;

Attendu que, conformément à l'article L1124-35 du code de la démocratie locale et de la décentralisation, le statut pécuniaire du receveur communal correspond à 97,5 % de l'échelle barémique applicable au secrétaire communal ;

Attendu qu'il est proposé d'adopter l'amplitude de carrière en 15 ans pour les échelles de grades légaux, selon le tableau qui suit :

Amplitude (années) : 15 - Soit 14 x 900,36 et 1 x 900,49 :

	28.472,96	Annales
900,36	29.373,32	1
900,36	30.273,68	2
900,36	31.174,04	3
900,36	32.074,40	4
900,36	32.974,76	5
900,36	33.875,12	6
900,36	34.775,48	7
900,36	35.675,84	8
900,36	36.576,20	9
900,36	37.476,56	10
900,36	38.376,92	11
900,36	39.277,28	12
900,36	40.177,64	13
900,36	41.078,00	14
900,49	41.978,49	15

Vu la circulaire du Service Public de Wallonie du 22/09/2009, arrêtant des recommandations pour la fixation du statut pécuniaire des grades légaux prévoyant une revalorisation des échelles de salaire des grades légaux ;

Attendu que les crédits nécessaires à cette revalorisation ont été inscrits en modification budgétaire n°1 de l'exercice 2010, approuvée par le Conseil communal en sa séance du 15 juin 2010 ainsi qu'au budget de l'exercice 2011 ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2010 du Collège provincial relatif à la délibération du 15 juin 2010 du Conseil communal concernant le statut pécuniaire des grades légaux ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 du Collège provincial relatif à la délibération du 15 juin 2010 du Conseil communal et concernant le statut pécuniaire ;

Vu les protocoles d'accord dressés à l'issue des réunions du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 20 mai 2011 ;

Vu les protocoles d'accord dressés à l'issue des réunions du Comité de négociation syndicale en date du 20 mai 2011;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er :

D'adopter le statut pécuniaire du Secrétaire communal et du Receveur communal de l'Administration communale de Jurbise, repris en annexe de la présentation délibération.

Article 2 :

D'adopter la revalorisation des échelles de salaire des grades légaux telle que prévue dans la circulaire du Service Public Wallonie du 22/09/2009 et ce à partir du 01/07/2009 ;

Article 3 :

D'adopter l'amplitude de carrière en 15 ans pour les échelles des grades légaux, telle que développée dans le tableau qui suit (catégorie de la commune de Jurbise : 14) :

Amplitude (années) : 15 - Soit 14 x 900,36 et 1 x 900,49 :

	28.472,96	Annales
900,36	29.373,32	1
900,36	30.273,68	2
900,36	31.174,04	3
900,36	32.074,40	4
900,36	32.974,76	5
900,36	33.875,12	6
900,36	34.775,48	7
900,36	35.675,84	8
900,36	36.576,20	9
900,36	37.476,56	10
900,36	38.376,92	11
900,36	39.277,28	12
900,36	40.177,64	13
900,36	41.078,00	14
900,49	41.978,49	15

Article 4 :

De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision à la Tutelle provinciale des communes, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal intérimaire.

27. STATUT ADMINISTRATIF DU PERSONNEL COMMUNAL NON-ENSEIGNANT DE LA COMMUNE DE JURBISE – MODIFICATIONS DU STATUT - ADOPTION

Mademoiselle Morcrette fait remarquer que, dans le futur statut administratif, les dispositions de l'article 24 (relatives aux modalités du recrutement par appel public ou par appel restreint) seront davantage restrictives. Elle demande également confirmation que la participation des conseillers communaux en tant qu'observateurs sera toujours bien prévue dans les futurs statuts, confirmation qui lui est apportée.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du Conseil régional wallon du 29 janvier 2004 habilitant le Gouvernement wallon à codifier la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu l'arrêt du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation article L1124-6 fixant les dispositions générales d'établissement du statut pécuniaire des Secrétaires et Receveurs communaux ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation articles L1212-1 à 3 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel communal ;

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation articles L1213-3 concernant la nomination du personnel communal ;

Vu la Circulaire du 25 janvier 2011 relative à la valorisation des compétences dans le cadre du Pacte pour une Fonction publique locale et provinciale solide et solidaire ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 20/05/2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 20/05/2011 ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE : par 17 voix pour et 2 abstentions

Article 1er :

D'adopter le statut administratif du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, repris en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision à la Tutelle provinciale des communes, ainsi qu'une copie, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal intérimaire.

28. ELECTIONS 2012 – COURRIER DU MINISTRE FURLAN DU 5 SEPTEMBRE 2011 – DECISION DES COMMUNES QUANT A LA POURSUITE OU NON DU RECOURS AU VOTE ELECTRONIQUE - APPROBATION

Mademoiselle Senecaut demande – et obtient – quelques éclaircissements quant à l'éventuel surcoût qui devrait être supporté par la Commune en cas de recours au procédé du vote électronique lors des prochaines élections.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la réunion de travail organisée le 11 juillet 2011 à l'initiative de la société Stesud S.A. et réunissant des représentants des administrations de Jurbise et de Lens ;

Attendu qu'en leur séance respective du 22 août 2011, le Collège communal de Jurbise et le Collège communal de Lens, dont les communes constituent le canton électoral de Lens, ont marqué leur accord sur le principe de l'élaboration d'un courrier commun à adresser à Monsieur le Ministre Paul Furlan, en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville, afin de lui faire part de leur souhait de pouvoir organiser les élections communales et provinciales de 2012 en recourant au vote électronique ;

Considérant que la décision d'organiser les élections de 2012 par le biais du vote électronique pourra être acceptée par le Gouvernement wallon moyennant la prise en charge, par les communes, du coût du vote électronique pour ce qui dépasse le coût du vote papier ;

Vu le courrier du 5 septembre 2011 du Ministre Furlan, demandant que lui soit également communiquée pour le 3 octobre 2011 la confirmation du Conseil communal relative à la position arrêtée par le Collège communal ;

Vu la délibération du 12 septembre 2011 du Collège communal ;

Décide : à l'unanimité :

Article 1er. - De marquer son accord sur la proposition du Collège communal concernant le souhait d'organiser les élections communales et provinciales de 2012 en recourant au vote électronique.

Article 2. – De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Ministre Paul Furlan, en charge des Pouvoirs locaux et de la Ville.

29. MOT DE LA PRESIDENTE A L'OCCASION DE LA RETRAITE D'UN MEMBRE DE NOTRE PERSONNEL

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance du mot de la Président à l'occasion de la retraite de Monsieur Jean-Claude DELAUNOIS.

30. QUESTIONS ORALES

Mademoiselle Morcrette demande si les analyses de légionelle dans les bâtiments communaux ont déjà été réalisées. La Présidente lui répond que les démarches nécessaires avec les autorités sanitaires de la Province du Hainaut ont été entreprises.

Mademoiselle Senecaut demande les raisons du refus du Collège communal aux Mutualités socialistes pour l'organisation de séances d'information dans les Ecoles. La Présidente lui répond que la Police se charge déjà de séances d'information identiques dans les Ecoles.

Mademoiselle Senecaut demande également les raisons du refus du Collège communal concernant un éventuel retrait des sacs poubelles auprès du Service Finances. La Présidente et Monsieur l'Echevin des Finances lui répondent que ces missions n'ont pas à être menées par le personnel de ce Service, d'autant plus que 6 distributions ont déjà été organisées au cours de l'année.

HUIS CLOS

La Présidente lève la séance à 20h45.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire ff,

La Présidente,